

La droite vénézuélienne est appelée à répondre de ses actes

Image not found or type unknown



Caracas, 14 mai (RHC) Le président de l'Assemblée nationale (Parlement unicaméral), Jorge Rodriguez, a affirmé qu'il était impensable que l'extrême droite vénézuélienne convoque maintenant le dialogue sans répondre de ses actes contre le pays et le peuple.

Lors de la session ordinaire de ce jeudi, au cours de laquelle a été approuvé le projet d'accord qui appuie à la mise en œuvre de la Loi constitutionnelle antiblocus pour le développement national et la garantie des droits de l'homme, Rodriguez a rappelé les agressions et les malversations de ce secteur politique au cours de la période législative précédente.

En tant que parlementaire, il a soutenu la réponse donnée la veille par le président Nicolas Maduro, en acceptant de rencontrer l'ancien député d'opposition Juan Guaidó, à la demande de celui-ci.

Cependant, a souligné 'ici personne ne souffre d'amnésie, les agressions contre le peuple vénézuélien ne peuvent pas rester impunies et elles ne peuvent pas être oubliées'.

En ce qui concerne la loi, il a souligné qu'elle est une voie légale pour faire face au blocus des États-Unis et de leurs alliés contre le Venezuela, mais que celui qui veut le dialogue doit commencer par reconnaître qu'il s'est trompé et qu'il a commis des crimes horribles contre le pays.

Le plus haut représentant du Parlement a déclaré que ce dialogue devrait aboutir à un engagement en vertu duquel personne ne bénéficie plus jamais d'avantages politiques, ni ne demande d'invasions étrangères contre la nation.

La veille, l'Assemblée a approuvé la comparution de Guaidó devant le pouvoir législatif en raison de ses liens avec le trafic de stupéfiants et le vol des avoirs du pays.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/257279-la-droite-venezuelienne-est-appelée-a-repondre-de-ses-actes>



Radio Habana Cuba